

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°85 – Semaine du 18 novembre 2024

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

En 2023, la part de la population des pays nordiques âgée de 25 à 34 ans ayant fait des études supérieures est de :

48,5%

La moyenne de l'UE se situe à 43%, en dessous de l'objectif 2030 de 45% de l'UE. Ce taux est de 57% en Norvège, 54% en Suède, 49% au Danemark, 43% en Islande et 39% en Finlande. A titre de comparaison, ce taux est de 52% en France.

Source : Eurostat

Pays nordiques

Rachat des activités de la banque de détail de Handelsbanken en Finlande par S-Pankki. Le 1^{er} décembre 2024, la banque finlandaise *S-Pankki*, filiale du groupe de distribution *S-ryhmä*, finalisera l'acquisition des activités de détail du groupe suédois *Handelsbanken*. *S-Pankki* aura alors 100 000 nouveaux clients, soit une hausse de 14 %. Avec cette transaction, la gestion d'un stock de 2,9 Mds€ de prêts et de 2,7 Mds€ de dépôts sera transférée à *S-Pankki*. Depuis l'annonce du retrait de *Handelsbanken* de Finlande en 2021, les opérations ont été progressivement divisées : *OmaSp* a acquis le segment PME en septembre, tandis que *Fennia* a repris les activités d'assurance-vie.

Critiques de l'exploitation des fonds marins par le Conseil nordique. Réuni à Reykjavik le 1^{er} novembre, le Conseil nordique a adopté à la majorité une « forte critique » à l'égard des projets norvégiens d'exploitation minière des fonds marins. Les pays nordiques appellent Oslo à adopter un moratoire sur l'exploration des minéraux sous-marins, craignant l'impact environnemental, social et économique de cette activité sur l'ensemble des eaux de la région. Pour mémoire, le Conseil nordique est un forum de coopération consultatif et parlementaire dont les décisions ne s'imposent pas aux gouvernements des pays membres.

Danemark

Le Danemark dévoile sa nouvelle stratégie en matière de sciences de la vie.

Présentée par les ministères de l'Industrie, de la Recherche et de la Santé, cette stratégie vise à renforcer la recherche, stimuler l'innovation et optimiser l'utilisation des données de santé. L'objectif est de développer l'industrie des sciences de la vie et d'attirer davantage d'investissements étrangers au Danemark, afin de positionner le pays en tant que leader européen dans ce secteur et de bâtir un système de soins de santé résilient. D'ici 2030, le gouvernement entend doubler les exportations dans le domaine, pour atteindre 350 Mds DKK (47 Mds€), en ciblant des marchés clés tels que l'Allemagne, le Royaume-Uni, les États-Unis, la France, le Japon, la Corée du Sud, la Norvège et le Canada.

Mærsk conclut un accord d'achat de bio-méthanol avec le producteur chinois LONGi Green Energy Technology.

LONGi fournira, à partir de 2026, du carburant à faible émissions pour la flotte de navires à double carburant de Mærsk. Le groupe danois opère déjà sept navires pouvant naviguer au méthanol vert et a commandé 18 autres navires de ce type. Cet accord avec le producteur chinois, qui s'étendra sur la prochaine décennie, permettra à Mærsk de couvrir plus de la moitié de ses besoins de méthanol d'ici 2027. LONGi devient ainsi le deuxième fournisseur chinois de méthanol vert de Mærsk, après l'accord similaire conclu l'année dernière avec le fabricant d'éoliennes Goldwind. Pour mémoire, Mærsk vise la neutralité carbone d'ici 2040.

La consommation de charbon a atteint un niveau historiquement bas en 2023,

tandis que celle d'énergies renouvelables (EnR) a continué de progresser. En 2023, la consommation de charbon a baissé de 36% en g.a. et les émissions de CO₂ provenant de la consommation d'énergie ont diminué de 2,1 Mt, soit 7,6%, selon l'Agence danoise de l'énergie (*Energistyrelsen*). A l'inverse, la consommation d'EnR a progressé de 3%, portée par une hausse de 35% de la consommation d'énergie solaire. La consommation de biogaz, de chaleur (via des pompes à chaleur), de bois de chauffage et d'énergie éolienne a également contribué à

cette évolution positive. Parallèlement, la production d'EnR a augmenté en 2023, et la part d'EnR dans l'approvisionnement électrique a atteint 82,1% (contre 81,4% en 2022).

La société danoise ALK signe un accord avec la société américaine ARS Pharmaceuticals pour distribuer le spray nasal Neffy.

Cet investissement de 145 M \$ (137 M€) octroie à ALK les droits de distribution du spray, en dehors des États-Unis, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Japon et de la Chine. Neffy, conçu pour administrer de l'adrénaline, vise à traiter les réactions allergiques sévères (anaphylaxie). Les premiers lancements sont prévus en Europe en 2025. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie d'ALK visant à se développer dans les domaines de l'anaphylaxie, de l'allergie alimentaire et de pathologies émergentes telles que l'urticaire. Le groupe pharmaceutique danois prévoit un potentiel de ventes annuelles à long terme allant jusqu'à 3 Mds DKK (402 M€).

Ørsted enregistre un bénéfice net de 5,2 Mds DKK (697 M€) au T3 2024,

après avoir subi un déficit historique de 22,6 Mds DKK (3,0 Mds€) au T3 2023. Tandis que le chiffre d'affaires d'Ørsted a diminué de 10% en g.a., les dépréciations d'actifs ont chuté de manière significative, passant de 28,4 Mds DKK (3,8 Mds€) à 284 M DKK (38 M€). L'énergéticien a renégocié les indemnités et frais d'annulation liés à l'abandon des grands projets éoliens Ocean Wind 1 et 2 aux États-Unis, annoncé il y a un an, permettant ainsi une réduction de 5,1 Mds DKK de coûts d'annulation et une amélioration de son résultat d'exploitation. Par ailleurs, Ørsted a annoncé la vente de 12,45% de quatre parcs éoliens offshore britanniques à la société américaine d'investissement Brookfield pour 1,7 Md GBP (2 Mds€). Cette opération s'inscrit dans le programme de désinvestissement partiel d'Ørsted, qui conservera toutefois la majorité des actions et continuera à entretenir et exploiter les parcs à l'avenir. Pour mémoire, Ørsted est détenu à 50,1% par l'État danois.

Finlande

Le FMI publie les conclusions de sa mission Article IV 2025 pour la Finlande. Selon ses prévisions, le PIB finlandais reculera de 0,3 % en 2024, avant de rebondir à +1,2 % en 2025. Le FMI avertit que les mesures d'ajustement budgétaire du gouvernement sont à ce stade insuffisantes pour stabiliser la dette publique à moyen terme. L'organisation recommande à la Finlande de poursuivre ses efforts d'ajustement, réduire l'inadéquation des compétences sur le marché du travail, soutenir le capital-investissement par des mesures fiscales accommodantes, et renforcer la résilience du secteur financier. La ministre des finances, Riikka Purra, a déclaré que la nécessité de nouvelles mesures d'ajustement serait évaluée par le gouvernement au printemps 2025.

Consultation sur le programme pour la Finlande orientale. Préparé par un groupe de travail depuis le printemps 2024, le programme vise à renforcer l'attractivité de la région, particulièrement affectée par les effets de la guerre en Ukraine. Il propose notamment la création d'une zone économique spéciale, qui pourrait prendre la forme d'incitations fiscales et viser certains investissements dans la transition verte. D'autres propositions sont un soutien à la construction d'éoliennes et à la R&D, et une amélioration des réseaux à haut débit. La consultation publique est ouverte du 12 au 22 novembre.

Accord sur la vente de la Helsinki Arena, détenue par deux oligarques russes. Alors que le stade de hockey est fermé depuis plus de deux ans en raison des sanctions européennes contre ses propriétaires, Gennadi Timtchenko et Boris Rotenberg, un accord a été trouvé le 12 novembre pour son acquisition par un groupe d'investisseurs finlandais, par le biais de la société d'investissement immobilier *Trevian*. Non divulgué, le montant de la transaction est estimé par *Yle* et le *Helsingin Sanomat* à plusieurs dizaines de millions d'euros. Pour être mis en œuvre, l'accord requiert une décision d'exemption des

sanctions par le Conseil de l'UE, un processus qui pourrait durer plusieurs mois.

Plusieurs nouveaux projets de centres de données en Finlande. Attractive du fait de sa production électrique abondante et de son climat froid, la Finlande voit se multiplier les annonces. A Kemi, le groupe britannique *Bilt Tek* lancera son premier centre en Finlande au début de l'année 2025 dans les anciens locaux d'une usine *Stora Enso*, avec une consommation de 70 MW et 22 salariés. A Kouvola, l'islandais *atNorth* a annoncé le 31 octobre l'acquisition d'un second terrain à proximité de son premier projet en construction, dont le coût est estimé à 1,5 Md€ et la consommation à 60 MW. A Mikkeli, le groupe *Orka Technologies* a annoncé l'achat d'un terrain pour y installer un nouveau centre, avec un investissement d'environ 10 M€ dans sa première phase.

21 M€ de fonds européens pour deux projets finlandais dans les infrastructures numériques. Dans le cadre du volet numérique du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE), la Commission européenne a accordé un financement de 1,81 M€ à *Digita* pour la mise en place d'un réseau 5G privé à l'aéroport de Pyhtää, qui permettra de réaliser des vols d'essai de drones pour la recherche ou la livraison de médicaments, ainsi qu'un financement de 19 M€ à *FNF Europe*, qui travaille au développement du premier câble sous-marin reliant l'Europe et l'Asie via l'océan Arctique.

Le finlandais Nurminen Logistics rachète le suédois Essinge Rail. Le groupe logistique finlandais (près de 200 salariés) a annoncé le 11 novembre l'acquisition de la société suédoise de logistique ferroviaire (21 salariés), pour un montant de 150 MSEK (environ 13 M€). Essinge Rail est spécialisée dans le transport ferroviaire de marchandises entre les pays nordiques et le reste de l'Europe, avec une offre de services « *less-than-container-load* » (LCL). La transaction devrait se concrétiser d'ici décembre 2024.

Islande

Ralentissement de l'inflation. Selon les chiffres publiés le 30 octobre par *Statistics Iceland*, l'inflation islandaise a diminué de 0,3 % d'un mois sur l'autre, et s'est établie à 5 % pour le mois d'octobre 2024. Corrigée de la composante logement qui tire ce chiffre vers le haut, l'inflation est estimée à 2,8% et se rapproche donc progressivement de la cible de 2,5 % de la Banque centrale.

Réouverture au public de la ville de Grindavík. La municipalité de Grindavík est à nouveau accessible au public depuis le 21 octobre. La ville de 3 500 habitants avait été évacuée en novembre 2023 du fait de l'activité sismique et volcanique de la série de cratères de Sundhnúkur. Longtemps inaccessible à tous, la ville a été progressivement rouverte à ses riverains et opérateurs économiques, sous réserve que ceux-ci respectent les consignes de sécurité et d'évacuation d'urgence de la ville lors des nouveaux épisodes sismiques et volcaniques. Désormais ouverte à tous, elle reste déconseillée aux enfants et aux touristes, en raison des risques d'instabilité du sol et des bâtiments. 32 foyers sont à nouveau habités au sein de la municipalité.

Projet de loi permettant aux opérateurs économiques de Grindavík de bénéficier de prêts à conditions préférentielles. Le ministre des Finances et de l'Economie islandais a présenté le 22 octobre au Parlement un projet de loi permettant que des prêts à conditions préférentielles puissent être accordés aux entreprises de Grindavík. Ces prêts d'un montant maximal de 49 millions ISK (328 000 €) sur une durée de 6 ans au plus seraient accordés par des banques privées mais garantis à 90% par l'Etat et conclus à un taux identique à celui de la Banque centrale. La mesure vise à permettre aux entreprises de la municipalité dont les activités ont été significativement atteintes par la fermeture de la ville depuis un an de couvrir certains de leurs coûts de fonctionnement ou de relocaliser leurs activités ailleurs en Islande.

Réduction du déficit commercial islandais au mois de septembre. Le déficit commercial islandais était de 24,8 Mds ISK (167 M €) au mois de septembre 2024, soit une réduction de 32 % par rapport au mois d'août 2024, où le déficit commercial islandais était de 37 Mds ISK (249 M €).

Tensions sur le marché de l'électricité. *Landsvirkjun*, la compagnie nationale d'électricité islandaise, a annoncé le 23 octobre devoir augmenter le niveau des restrictions qu'elle applique déjà aux consommateurs industriels les plus énergivores dans le nord, l'est et le sud-ouest du pays. Ces restrictions, qui devraient se poursuivre au moins jusqu'au printemps prochain, s'appliquent principalement aux fonderies métalliques et aux usines agroalimentaires. Le niveau de la demande en électricité excède celui des capacités de production en raison du manque d'approvisionnement en eau de certains barrages. *Landsnet*, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité national prévoit que ces tensions durent au moins jusqu'à horizon 2030, avec des coupures qui pourraient toucher même les usagers prioritaires dès cet hiver.

Norvège

L'inflation (2,6%) supérieure aux prévisions. Les prix ont augmenté de 2,6% en un an entre octobre 2023 et octobre 2024, soit 0,2 point de plus que prévu par la SSB en début d'année. L'inflation est alimentée par la hausse des loyers (+4,1%) et celle du prix des denrées alimentaires (+3,9%), notamment l'huile d'olive, le riz et le chocolat. En conséquence, selon la Norges Bank, les taux d'intérêt devraient être maintenus à 4,5% jusqu'à l'été 2025.

Inauguration du premier pavillon de la Norvège à l'Exposition Internationale d'Importation de Chine. Le 5 novembre, pour célébrer le 70^e anniversaire des relations diplomatiques entre la Norvège et la République populaire de Chine, *Team Norway* » (composée d'Innovation Norway, de l'Ambassade de Norvège à Pékin, du consulat général de Shanghai et du Conseil norvégien des produits de la mer) a inauguré pour la première fois un pavillon national à l'Exposition Internationale d'Importation de Chine (CIIE). Ce pavillon, inauguré par la ministre de la pêche et des affaires maritimes, Marianne Sivertsen Næss, met en valeur les principaux secteurs d'exportation norvégiens, soulignant notamment la position de la Norvège dans la production durable de fruits de mer. Lors de son déplacement à Shanghai, la Ministre a échangé avec des représentants du secteur des affaires norvégien pour aborder les opportunités et défis du marché chinois.

Accord entre la Norvège et l'UE sur la pêche dans les eaux norvégiennes. Oslo et Bruxelles ont conclu un accord sur la gestion des ressources halieutiques et les quotas de pêche, sujets en suspens depuis le Brexit. Cet accord couvre la pêche au cabillaud arctique autour du Svalbard et en mer de Barents, ainsi que les quotas dans les eaux internationales de la mer de Norvège. En vertu de cet accord avec l'UE, la Norvège fixera le quota de l'UE au niveau de celui des captures de cabillaud des États membres dans la zone avant le Brexit.

Conclusion des négociations russo-norvégiennes pour la pêche. Les négociations annuelles entre la Norvège

et la Russie sur la gestion des stocks halieutiques en mer de Barents se sont conclues le 31 octobre 2024. Ces négociations fixent le Taux Autorisé de Capture (TAC) de la Russie et de la Norvège dans leurs mers respectives afin d'éviter la surpêche et garantir l'exploitation soutenable des stocks halieutiques. Les quotas de pêche pour 2025 sont en baisse pour les deux pays, à l'instar du quota de cabillaud en Arctique Nord-Est pour 2025 qui sera le plus bas depuis 1991, avec 163 436 t pour la Norvège. L'accord confirme aussi la baisse de quotas de flétans du Groenland, d'églefins et de sébastes à bec.

Vers une renationalisation du rail en Norvège. Le gouvernement norvégien a annoncé fin octobre que le contrat d'exploitation de la ligne ferroviaire Sud, attribué en 2019 à l'entreprise britannique *Go Ahead*, ne sera pas renouvelé en 2026. La décision de prolonger ce contrat ou de nationaliser les services ferroviaires sera prise en 2029 par la direction générale des chemins de fer (*Jernbanedirektoratet*). Durant la période d'interim (2026-2029), la société publique Vy assurera l'exploitation de la ligne. Le deuxième opérateur privé, le Suédois SJ, a exprimé ses inquiétudes face au projet potentiel du gouvernement visant à renationaliser le rail en Norvège.

Une nouvelle stratégie pour le tourisme. Le gouvernement a dévoilé sa feuille de route pour le secteur du tourisme pour les deux prochaines années, accompagnée d'une enveloppe de 1,2 M€. Cette stratégie vise à promouvoir la Norvège comme destination touristique sur les marchés étrangers. Elle complète les 17,4 M€ prévus dans le budget 2025 pour soutenir les efforts d'Innovation Norway, qui travaille au développement de l'industrie touristique et à la promotion de la destination Norvège.

Livre blanc gouvernemental pour le déploiement de PME. La ministre du commerce et de l'industrie Cecilie Myrseth a présenté le 5 novembre un livre blanc contenant 53 mesures facilitant la création d'entreprises. La formation, la simplification administrative, la numérisation et le soutien aux femmes entrepreneurs sont les principaux axes de cette nouvelle stratégie.

66 M€ alloués à cinq projets sur l'hydrogène.

L'agence ENOVA (équivalent de l'ADEME) financera à hauteur de 66 M€ cinq projets industriels sur l'hydrogène dans le secteur maritime. Elle entend ainsi structurer et rendre rentable l'industrie de l'hydrogène sur la côte norvégienne. Depuis 2022, ENOVA a financé des projets qui, au total, pourraient contribuer à une réduction des émissions de 200 000 tonnes de CO₂ par an, soit 5,5% des émissions nationales annuelles.

L'Etat accroît sa participation dans les infrastructures de transport du gaz.

Le ministère de l'énergie a signé des accords avec plusieurs entreprises gazières, parmi lesquelles Equinor, pour le rachat de parts dans les infrastructures de transport du gaz, pour un montant de 1,5 Md€. Dès 2023, la Norvège avait annoncé vouloir accroître sa participation dans le réseau de gazoducs situé sous le plateau continental.

Les émissions du parc automobile en forte baisse en 2023.

Le transport maritime et la pêche sont désormais les principaux émetteurs de CO₂ dans le secteur des transports norvégiens, dépassant les voitures. Les émissions du parc automobile ont baissé de 12,1% en 2023, grâce à la progression rapide des modèles électriques (90% des nouvelles immatriculations).

Evaluation par l'AELE des émissions norvégiennes de CO₂.

L'Agence de surveillance de l'AELE (ESA) a publié, le 31 octobre, son évaluation des politiques climatiques de la Norvège. Bien que la Norvège se soit engagée à atteindre une réduction de 55% des émissions de CO₂ d'ici 2030, conformément aux Accords de Paris, les projections actuelles montrent une baisse de seulement 31,7 % d'ici cette échéance. L'ESA a ainsi recommandé à la Norvège d'envisager des mesures supplémentaires pour réduire les émissions dans les secteurs non couverts par le système de quotas d'émission (ETS), notamment dans l'agriculture et la sylviculture.

Suède

La banque centrale (Riksbank) baisse son taux directeur de 50 pb à 2,75%.

Cette baisse est la plus importante de la décennie et la quatrième de l'année 2024. La *rikbank* envisage trois nouvelles baisses de taux d'ici mai 2025 pour stabiliser le taux directeur à 2% au second semestre. L'indice des prix à la consommation atteint 1,6% en octobre 2024 (1,5% pour l'IPC à taux fixe).

Le chômage augmente au 3^{ème} trimestre et s'établit à 8%.

Cela représente une hausse de 0,8 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent. Le pays compte 459 000 personnes entre 15 et 74 ans au chômage. Dans le même temps, le taux d'activité s'établit à 75,9%.

Le ministre de la Coopération internationale, du développement et du commerce extérieur s'est rendu en Chine.

Du 5 au 8 novembre, Benjamin Dousa était à Pékin et à Shanghai afin de rencontrer des représentants du monde des affaires et du gouvernement chinois et échanger sur les relations commerciales bilatérales et les conditions d'accès et de marché des entreprises suédoises en Chine. Il a participé au salon *China International Import Expo*.

Vattenfall prévoit d'investir 60 Mds SEK en Allemagne.

Le fournisseur d'énergie Vattenfall, principale entreprise publique suédoise, prévoit d'investir 60 Mds SEK (5 Mds€) dans l'énergie éolienne offshore et d'autres énergies renouvelables en Allemagne. Cette annonce intervient peu de temps après que la compagnie d'électricité a annoncé qu'elle suspendait différents projets en Suède en raison de l'absence de prise en charge des coûts du raccordement au réseau par l'Etat.

Spotify franchit le cap des 1 000 Mds de SEK de capitalisation boursière.

L'entreprise a annoncé un bénéfice trimestriel record de 454 M€, dépassant les prévisions, et passe la barre symbolique de 1 000 Mds de SEK (90 Mds€) de capitalisation boursière. La capitalisation

de Spotify dépasse désormais celle du fonds d'investissement de la famille Wallenberg, Investor AB (910 Mds de SEK) et du conglomérat industriel Atlas Copco (840 Mds de SEK). L'entreprise aux 640 millions d'utilisateurs s'est fixée comme objectifs financiers de long terme une marge brute de 40% et une marge d'exploitation de 20%.

Klarna se dirige vers une introduction en bourse aux Etats-Unis.

L'entreprise de solutions de paiements en ligne soumet une première demande aux autorités américaines en vue d'une éventuelle introduction. Le PDG et co-fondateur Sebastian Siemiatkowski évoque une entrée en bourse au premier semestre 2025. A l'instar de Spotify, Klarna privilégie une cotation aux Etats-Unis plutôt qu'en Suède. Le *Financial Times* évoque une potentielle valorisation entre 15 et 20 Mds USD pour son introduction, mais le nombre d'actions et la fourchette de prix n'ont pas encore été déterminés. Le principal actionnaire du groupe est Sequoia Capital, une société américaine de capital investissement, qui détient 20% du capital de Klarna.

Le gouvernement suédois rejette 13 grands projets éoliens en mer.

9 projets sont encore en attente d'une décision et 2 ont été acceptés. Le gouvernement explique cette décision par des mesures de défense, liées aux délais de détection de missiles balistiques et de missiles de croisière en mer baltique qui seraient allongés, à proximité de l'enclave russe de Kaliningrad. La Suède a actuellement une capacité installée de 0,2 GW d'énergie éolienne offshore.

La Suède comptabilise 400 000 nuitées de touristes français en 2023.

En 2023, les visiteurs français sont la 9^e nationalité la plus représentée selon Tillväxtverket (agence suédoise pour la croissance économique et régionale) et la chambre de commerce de Stockholm. Ce chiffre est en hausse de 15% par rapport à l'année précédente, tandis que le nombre total de nuitées dans le pays a augmenté de 11%.

AstraZeneca investit 3,5 Mds USD dans la R&D et la production aux États-Unis.

Le groupe pharmaceutique suédo-britannique, dirigé par le PDG français Pascal Soriot, annonce un investissement de 3,5 Mds USD aux États-Unis pour étendre sa R&D et sa production. Le projet comprend notamment un centre de R&D à Cambridge (Massachusetts), une usine de production de produits biotech de nouvelle génération dans le Maryland et une extension de sa capacité de fabrication de thérapies cellulaires sur les côtes Ouest et Est du pays.

MTG absorbe le studio de jeux de stratégie Plarium pour 620 MUSD.

Cette acquisition permet au suédois MTG de devenir un acteur important des jeux mobiles. Plarium est connu, entre autres, pour le jeu de rôle RAID. L'entreprise bénéficie d'une popularité importante (435M de joueurs dans 150 pays) et dispose de studios de développement en Ukraine et aux États-Unis.

LVMH prend une participation minoritaire dans le suédois *Our Legacy*.

LVMH prend, via sa fondation *Luxury ventures*, une participation minoritaire dans la marque suédoise *Our Legacy*. Cette entreprise, créée en 2005 et dont le chiffre d'affaires atteint presque 400 MSEK (35M€), incarne un style avant-garde. Si le montant de cette prise de participation n'est pas connu à ce stade, il va permettre au groupe suédois d'accélérer son expansion à l'international, notamment avec l'ouverture d'une boutique à Paris.

IK Partners entre au capital de la PME française Octime.

IK Partners, fonds de capital investissement suédois contrôlé par Wendel depuis mai 2024, a pris une participation minoritaire dans la PME béarnaise Octime, éditeur spécialisé dans les solutions RH. Octime, qui compte 300 employés (7 000 clients) et réalise un CA de 37M€, va ainsi pouvoir accélérer sa croissance sur le marché européen et vise un doublement de son chiffre d'affaires d'ici 2028.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024
Suède	6,1	2,8	-0,2	0,8	-0,3
Danemark	6,8	2,7	1,9	-1	0,6
Finlande	2,8	1,3	-1	0,3	0,3
Norvège ¹	3,9	3,0	0,5	0,3	1,4
dont PIB continental	4,5	3,8	0,7	0,2	0,1
Islande	5,1	8,9	4,1	-1	1,7

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

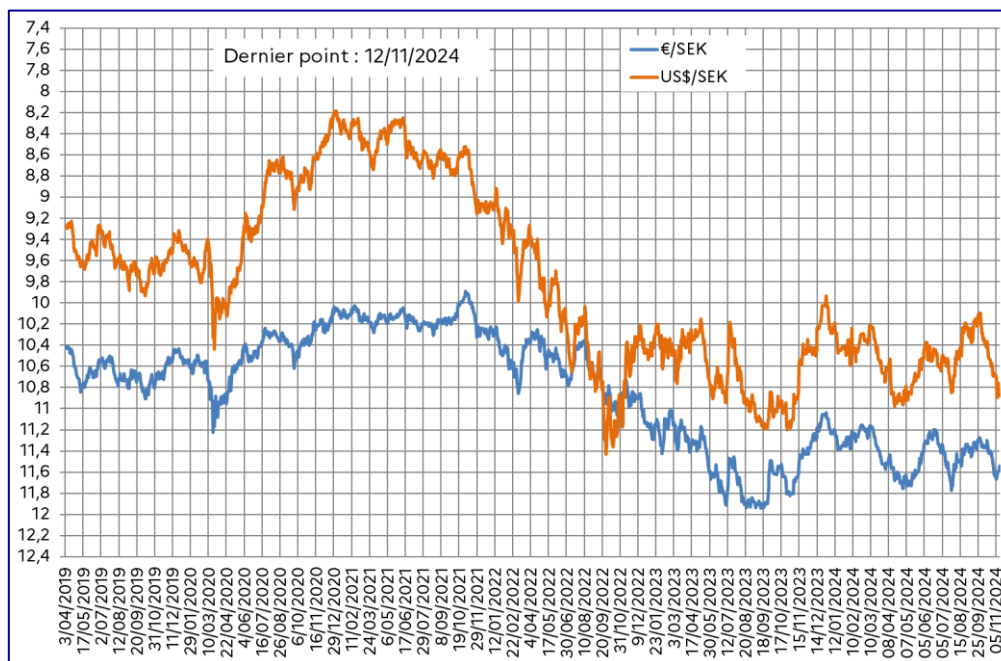
	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024
Suède	2,2	8,4	8,6	4,7	3,4	2
Danemark	1,9	7,7	3,3	0,9	1,6	1,3
Finlande	2,2	7,1	6,2	0,8	0,5	1
Norvège	3,5	5,8	5,5	4,2	3	2,8
Islande	4,4	8,3	8,8	7	5,7	5,9

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

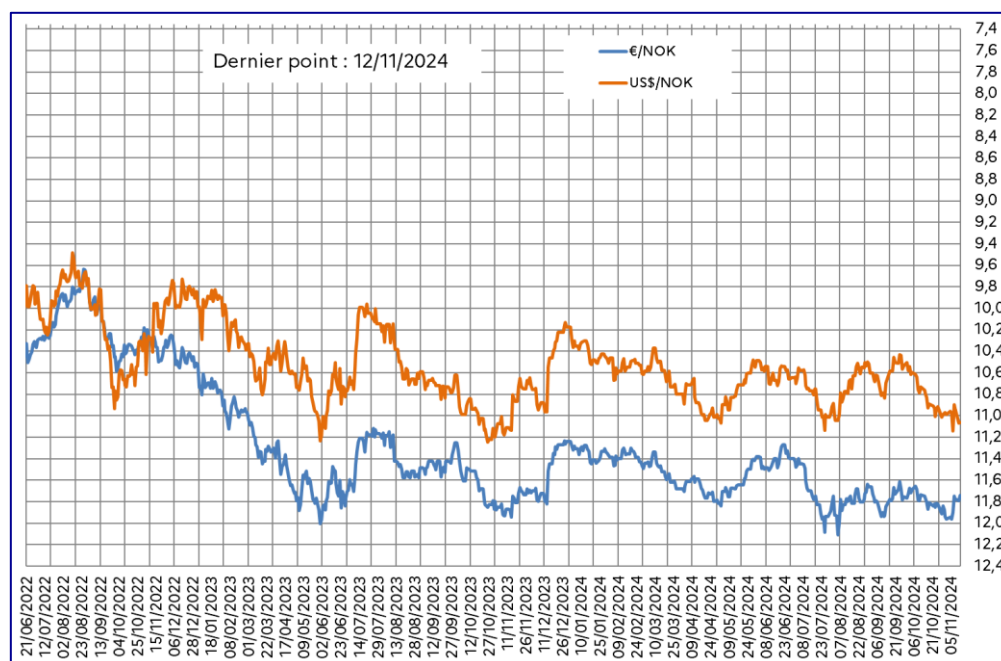
Sources : [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Valeur, A. Reynaud), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, A. Moulin), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, P. Reyl, A. Faure) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin, A. Montoya).

Abonnez-vous : alice.faure@dgtresor.gouv.fr